Le Burundi connaît des tensions qui dégénèrent en incidents violents

IRIN, 21 janvier 2015 Violences, arrestations et mÃ©fiance Ã l'approche des Ã©lections au Burundi Bujumbura - Deux semaines aprÃ¨s les combats qui ont secouÃ© le nord-ouest du Burundi pendant cinq jours, trÃ¨s peu d'informations ont filtrÃ© sur l'identitÃ© du groupe armÃ© qui est entrÃ© dans le pays avant d'Ãªtre dÃ©fait par l'armÃ©e. Les combats et le man d'information suscitent l'inquiÃ©tude, alors que les Ã©lections de mai et juin s'organisent sur fond de mÃ©fiance entre le gouvernement et l'opposition. Quelque 300 000 personnes ont perdu la vie pendant la guerre civile (1993 Ã 2005) qui a suivi l'organisation des premiÃ¨res Ã©lections dÃ©mocratiques dans le pays.

Les autoritÃ©s ont donnÃ© quelques informations sur les Ã©vÃ©nements survenus Ã Cibitoke, une ville situÃ©e Ã 50 km au de la capitale, entre le 30 dÃ©cembre et le 2 janvier : 95 assaillants, deux soldats et deux civils ont Ã©tÃ© tuÃ©s. Neuf autres assaillants ont Ã©tÃ© capturÃ©s. Le porte-parole du gouvernement, Philippe Nzobonariba, a dÃ©clarÃ© dans une interventio tÃ©lÃ©visÃ©e que l'attaque Â« avait pour objectif de perturber la sÃ©curitÃ© en cette pÃ©riode oÃ¹ le peuple burundais se prÃ aux Ã©chÃ©ances Ã©lectorales Â». Quarante-cinq kalachnikovs, neuf lance-roquettes, cinq mitrailleuses et des appareils de radiocommunication ont Ã©tÃ© saisis. Mais peu d'informations ont Ã©tÃ© divulguÃ©es sur le groupe qui a perpÃ©trÃ© l'attaqu Selon l'armÃ©e, les assaillants sont venus de la localitÃ© de Mutarure, situÃ©e dans la province du Sud-Kivu de la RÃ©publique dÃ©mocratique du Congo (RDC), un pays voisin. Cette annonceÂ auraitÂ Ã©tonnÃ© les habitants de Mutarure estiment qu'un groupe armÃ© aurait des difficultÃ©s Ã opÃ©rer dans une zone aussi Ã©troitement surveillÃ©e par les forces d RDC et de la mission des Nations Unies en RDC (MONUC). Certaines personnes ont laissÃ© entendreÂ que d'anciens membres du groupe rebelle des Forces nationales de libÃ©ration avaient quittÃ© leur base situÃ©e en RDC avant une attaque conjointe des forces des Nations Unies et des troupes de la RDC et avaient participÃ© aux combats (un commandant rebelle contactÃ© par tÃ©lÃ©phone par les journalistes d'IRIN la semaine derniÃ¨re a rÃ©futÃ© cette information, mais il a ajoutÃ© qu'il encourageait Â« tous ceux qui peuvent attaquer le gouvernement [burundais] Ã le faire Â») .

ExÃ©cutions extra-judiciaires Pierre-Claver Mbonimpa, l'un des plus cÃ©lÃ¨bres dÃ©fenseurs des droits de l'homme du Burundi, a dit que 37 des personnes dÃ©cÃ©dÃ©es Ã Cibitoke avaient Ã©tÃ© victimes d'exÃ©cutions extra-judiciaires - alors qu'elles s'Ã©taient rendues - commises par la police ou les Imbonerakure, les membres de la ligue des jeunes du parti au pouvoir qui seraient fortement militarisÃ©s. M. Mbonimpa a passÃ© plusieurs mois en dÃ©tention en 2014 et il est accusÃ© de mise en danger de la sÃ©curitÃ© de l'Etat pour avoir dÃ©clarÃ© que les Imbonerakure bÃ©nÃ©ficiaient d'une formation militai en RDC. Â« Un jeune combattant a rendu les armes dans la commune de Murwi [province de Cibitoke]. Il a Ã©tÃ© remis aux autoritÃ©s. L'administrateur local a refusÃ© de protÃ©ger le combattant. Deux policiers l'ont conduit au poste de police en moto. Le prisonnier aurait Ã©tÃ© tuÃ© trente minutes plus tard Â», a dit M. Mbonimpa, le responsable de l'Association pour la protection des droits humains et des personnes dÃ©tenues. Certaines victimes ont Ã©tÃ© dÃ©capitÃ©es, a-t-il dit. U autre dÃ©fenseur des droits de l'homme, Armel Niyongere, le responsable de l'organisation Action contre la torture, a dit que le gouvernement n'Ã©tait pas de bonne foi. Â« L'armÃ©e dit qu'elle ne sait pas qui a attaquÃ© le pays. Comment peut-on se battre contre un groupe pendant des jours sans savoir qui ils sont ? Cela n'est pas normal dans un pays dotÃ© d'un service de renseignement efficace Â» a-t-il dit Ã IRIN. Â« Ils gardent le silence, ils nous cachent quelque chose Â», a-t-il dit, en suggÃ©rant l'existence d'un plan visant Ã utiliser cette attaque pour arrÃªter ceux qui critiquent le gouvernement. LÃ©once Ngendakumana, membre de l'opposition et prÃ©sident de la coalition baptisÃ©e Alliance dÃ©mocratique pour le changement (ADC)-Ikibiri, a exprimÃ© le mÃªme scepticisme. Â« L'armÃ©e dit qu'elle s'est battue contre un groupe armÃ© pendant une semaine sans connaÃ®tre son identitÃ©. Mais la mÃªme armÃ©e dit que le groupe avait l'intention de s'installer dans la forÃªt de Kibira et de recruter des membres pour perturber les Ã©lections. Comment l'armÃ©e pouvait-elle savoir cela quand son porte-parole dit qu'aucune des personnes capturÃ©es n'a prononcÃ© un mot ? Â», a-t-il dit. Lors de son intervention tÃ©lÃ©visÃ©e, M. Nzobonariba, le porte-parole du gouvernement, a pris soin de Â« dÃ©plorer et dÃ©noncer Â» les reprÃ©sentants politiques et les acteurs de la sociÃ©tÃ© civile Â« qui, au lieu de soutenir les forces armÃ©es engagÃ©es dan les combats contre l'ennemi Â» ont choisi de faire des dÃ©clarations Â« visant Ã dÃ©moraliser les forces de sÃ©curitÃ© confrontÃ©es Ã un ennemi venu de l'extÃ©rieur Â». Cela Â« relÃ¨ve d'un manque de patriotisme Â», a-t-il dit. En outre, il a tenu Ã Â« assurer les acteurs politiques quâ€™ils ne seraient pas persÃ©cutÃ©s Ã cause de leurs convictions idÃ©ologiques prÃ©texte des derniÃ¨res attaques Â». Le responsable des jeunes arrÃªtÃ© Pourtant, Patrick Nkurunziza, le responsable de la ligue des jeunes du parti d'opposition SAHWANYA-FRODEBU, a Ã©tÃ© arrÃªtÃ© le 15 janvier. Â« Ils m'ont demandÃ© quelles Ã©taient mes liens avec les personnes qui ont attaquÃ© Cibitoke Â», a dit Ã IRIN M. Nkurunziza dans le tribunal de Cibitoke. Â« J'ai rÃ©pondu que j'Ã©tais un homme politique fidÃ¨le Ã la dÃ©mocratie qui dÃ©fend des idÃ©aux dÃ©mocratiq que prendre les armes ne faisait pas partie de mes choix Â», a-t-il dit, en ajoutant qu'il avait Ã©tÃ© accusÃ© Ã tort d'avoir dÃ©clarÃ© vouloir renverser le gouvernement. D'aprÃ¨s M. Ngendakumana, qui est Ã©galement prÃ©sident du parti SAHWANYA-FRODEBU, le gouvernement Â« essaye de trouver une personne ou un groupe de personnes ou un parti politique Ã blÃ¢mer Â», a-t-il dit. Â« Aujourd'hui, nous voyons que c'est le parti SAHWANYA-FRODEBU qui est visÃ©, un parti qui n'a jamais participÃ© Ã un conflit armÃ© et qui a toujours exprimÃ© ses revendications de maniÃ¨re pacifique et politique Â». Le 15 janvier, le vice-prÃ©sident de ce parti, FrÃ©dÃ©ric Bamvuginyumvira, a Ã©tÃ© condamnÃ© Ã cinq ans d prison pour des faits de corruption. M. Ngendakumana lui-mÃªme a Ã©tÃ© condamnÃ© en octobre pour Â« imputations dommageables, dÃ©nonciations calomnieuses et aversion ethnique Â» et pour avoir envoyÃ© une lettre aux Nations Unies dans laquelle il tirait la sonnette d'alarme sur le risque de voir les violences s'aggraver et sur le risque de gÃ©nocide. Il a Ã©tÃ© laissÃ© libre dans l'attente de son procÃ¨s en appel. ??Â« Nous considÃ©rons qu'il s'agit d'un complot visant Ã dÃ©stabiliser le parti et que tout cela est liÃ© aux Ã©lections Â», a-t-il dit. Depuis plusieurs annÃ©es, le Burundi connaÃ®t de tensions politiques qui dÃ©gÃ©nÃ¨rent rÃ©guliÃ¨rement en incidents violents. Dans son dernierÂ rapport sur l'Ã©tat du pays, l'observatoire de l'action gouvernementale, un organisme respectÃ©, a soulignÃ© le rÃ´le jouÃ© par les ligues de jeunes affiliÃ©s aux partis politiques. Â« Elles veulent se substituer aux forces de sÃ©curitÃ© â€¦ Elles dÃ©tiennent les personnes qu ont des opinions politiques diffÃ©rentes, les attachent, les frappent, leur font payer des amendes, etc... Elles Ã©tablissent

des barricades, dÃ©truisent les emblÃ¨mes des autres partis politiques, font des rondes la nuit, entravent les rassemblements des autres partis. Â« Les jeunes Imbonerakure du CNDD-FDD sont frÃ©quemment citÃ©s, mÃªme si les dirigeants du parti refusent de l'admettre. Dans plusieurs rÃ©gions du pays, ces jeunes font la loi. Des heurts violents avec des jeunes d'autres partis ont failli dÃ©gÃ©nÃ©rer, sous le regard parfois indiffÃ©rent des autoritÃ©s Â», a notÃ© le rapp Le parti au pouvoir n'a pas Ã©tÃ© Ã©pargnÃ© par les violences. Le 6 janvier, trois militants ont Ã©tÃ© assassinÃ©s dans un b des hommes vÃªtus d'uniformes militaires qui ont ensuite incendiÃ© le le bureau local du parti. Le prÃ©sident va-t-il se reprÃ©senter ? L'une des questions les plus dÃ©battues Ã l'approche des Ã©lections â€“ qui sont dÃ©jÃ marquÃ©es par de accusations de fraudes dans le processus d'inscription des Ã©lecteurs â€“ est celle d'une Ã©ventuelle nouvelle candidature de Pierre Nkurunziza Ã la prÃ©sidentielle. Il s'est peu exprimÃ© sur la question, mais son entourage a rÃ©pÃ©tÃ© que la limite constitutionnelle de deux mandats ne peut s'appliquer, car le premier des deux mandats de M. Nkurunziza rÃ©sultait d'un vote parlementaire et non d'une Ã©lection nationale. L'opposition, la sociÃ©tÃ© civile et des membres de son parti au pouvoir ont rejetÃ© cet argument. S'exprimant sur la question, l'archevÃªque Simon Ntamwana s'est emportÃ© rÃ©cemment : Â« S'il se prÃ©sente pour un troisiÃ¨me mandat, cela sera illÃ©gal. Se faire Ã©lire par la force revient Ã faire des individus des esclaves et personne n'a le droit d'asservir les autres Â».